

**Objet :** ICPE – Modification des conditions de remise en état et prolongation de la durée d'autorisation de la carrière STAR sur la commune de Margon

**Réf :** Transmission préfectorale du 22 février 2013 concernant une modification des conditions de remise en état et une demande de prolongation de la durée d'autorisation  
Compléments de l'exploitant reçus le 2 mai 2013  
Transmission préfectorale du 17 juillet 2013 concernant l'avis du parc naturel régional (PNR) du Perche

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
aux membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des  
Sites, formation « carrières »**

INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

MODIFICATION DES CONDITIONS DE REMISE EN ETAT ET PROLONGATION DE LA DUREE  
D'AUTORISATION DE LA CARRIERE

SAS STAR

COMMUNE DE MARGON

## 1. Identification du pétitionnaire

Raison sociale : STAR  
Forme juridique et capital : SAS au capital de 2 020 200 €  
Siège social : route de Craon 53800 Renazé  
Responsable : RIVAIN Yves, Directeur général opérationnel  
SIRET : 556 150 175 000 90

## 2. Renseignements sur l'établissement

Nature : Carrière à ciel ouvert et installation de premier traitement des matériaux  
Situation : Commune de Margon lieu-dit "La Borde"  
Surface : 36ha 97a 37ca

Actes administratifs : - Arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 1988

- Arrêté préfectoral d'autorisation du 8 octobre 2001 valable jusqu'au 17 juin 2015 autorisant l'extension de la carrière
- Arrêté préfectoral complémentaire du 21 juillet 2003 modifiant les conditions d'exploitation de la carrière
- Arrêté préfectoral complémentaire du 10 novembre 2005 relatif au montant des garanties financières
- Arrêté préfectoral complémentaire du 5 juin 2013 modifiant les conditions d'exploitation de la carrière

## 3. Objet des demandes

Par courrier du 15 février 2013, la SAS STAR, représentée par M. RIVAIN, a sollicité la modification des conditions de remise en état et la prolongation de la durée d'autorisation de sa carrière exploitée sur la commune de Margon.

### 3.1 Modification des conditions de remise en état

L'arrêté préfectoral du 8 octobre 2001 prévoit dans son article 6.2.5 que « *la remise en état consiste en la réalisation d'un plan d'eau d'un seul tenant comprenant les zones excavées, le bassin de décantation et le plan d'eau de loisirs actuel ainsi que la création de trois zones humides, écologiquement intéressantes pour la flore et la faune aquatique.* »

Les trois zones humides prévues ont déjà été réalisées par l'exploitant à des périodes et des altitudes différentes. Cependant, celui-ci souhaite que la partie actuellement en exploitation soit conservée en zone écologique et donc que la base de loisirs actuelle reste identique en surface. Ainsi, la modification envisagée porte principalement sur la zone de connexion entre les deux plans d'eau.

Une réunion s'est tenue en novembre 2012 pour définir les modalités du réaménagement. Cette réunion a eu lieu en présence des maires de Margon et Nogent le Rotrou, la STAR, le syndicat intercommunal de gestion de la base de loisir (propriétaire des terrains), l'association Eure et Loir Nature et l'association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique. Au cours de cette réunion, les participants ont souhaité que la zone de liaison entre les deux plans d'eau prévue initialement pour faire une largeur de 100m soit réduite à environ 15m pour faciliter le passage des piétons sans compromettre la bonne circulation des eaux entre les deux plans d'eau. En prenant en considération que la cote la plus basse des eaux au niveau du plan d'eau est de 104m NGF et de la nécessité de laisser un espace suffisant pour la circulation des poissons, il a été choisi de limiter l'excavation au niveau de la jonction à 103m NGF. Suite à cette remise en état, les collectivités locales ont pour projet d'implanter une passerelle à cet endroit pour permettre le passage des piétons.

Par ailleurs et afin de prendre en compte le potentiel écologique du site, l'exploitant propose de compléter la remise en état par les dispositions suivantes :

- aménagement d'une zone caillouteuse propice à la fréquentation des sternes pierregarin sur l'isthme de terre conduisant au pylône électrique. Les berges seront en pente douce, un géotextile sera mis en place sur certaines zones (sauf piste d'accès et autour du pylône), puis recouvert de sables et gravillons. Des blocs rocheux sont disposés sur la rive en opposition aux vents dominants,
- conservation de l'extrémité du merlon de terre situé à l'ouest du plan d'eau afin de le transformer en observatoire pour les oiseaux,
- suppression du tapis de plaine et régalinge de terre végétale à son emplacement,
- conservation du bassin de décantation en l'état ainsi que de la clôture l'entourant.

Les maires des communes de Margon (courrier du 14/02/2013) et de Nogent le Rotrou (courrier du 1<sup>er</sup> février 2013) ainsi que le propriétaire des terrains (courrier du 1<sup>er</sup> février 2013) ont donné un avis favorable à la destination future du site.

### **3.2 Prolongation de la durée d'exploitation**

La demande concernant la prolongation de la durée d'extraction est motivée par un rythme d'extraction moins important lors des deux dernières années et par une sous estimation des réserves du gisement (l'épaisseur réel du gisement est de 5m alors qu'il avait été estimé à 4,5m initialement). La surface restant à exploiter est de 7,6ha soit un volume de matériaux de 375 000m<sup>3</sup> correspondant à 650 000T. L'arrêté préfectoral autorisant une extraction de 130 000T en moyen, il resterait 5 ans d'exploitation soit jusqu'à fin 2017. Ainsi, l'exploitant demande à ce que la durée de l'autorisation soit prolongée de 3 ans soit jusqu'au 17 juin 2018.

Au vu de la modification envisagée, l'exploitant a établi un nouveau phasage d'exploitation et a réévalué le montant des garanties financières du site. Pour la période [2013-2018], le montant de la garantie financière, calculé à partir de l'indice du mois de septembre 2012 (702,3), est de 194 000€.

Dans son dossier, l'exploitant précise les mesures qu'il met en oeuvre dans le cadre de son arrêté préfectoral d'autorisation :

- suivi de la qualité des eaux en sortie des aires de ravitaillement de la carrière et de l'installation de traitement (Matières en suspension et hydrocarbures). Les analyses réalisées depuis 2001 ne mettent pas en avant de dépassement pour les deux paramètres,
- suivi de la qualité des eaux souterraines par l'implantation actuellement d'un réseau de 5 piézomètres situés autour de la carrière et de l'installation de traitement. Les analyses portent sur les paramètres prévus dans l'arrêté : pH, MEST, DCO, DBO5, hydrocarbures. Pour les deux piézomètres implantés depuis 2002, les mesures ne montrent pas de différence significative entre l'amont et l'aval. Depuis 2010 et l'implantation de 3 nouveaux piézomètres, les analyses annuelles ne montrent pas de différence notable entre l'amont et l'aval.
- la réalisation de mesures annuelles des niveaux sonores en limite de propriété et en zone à émergence réglementée. Les deux dernières mesures réalisées respectent les valeurs limites réglementaires. En 2010 des dépassements ont été mesurés au niveau de la demeure de Champeaux car la dragueline se trouvait en limite de propriété à ce niveau là. Cette situation ne se reproduira plus car l'extraction s'éloigne au fur et à mesure de cette zone à émergence réglementée.
- la mise en place d'une clôture sur le pourtour du site et d'un portail à l'entrée,
- le respect de la remise en état coordonnée à l'avancement de l'exploitation. Ainsi, 3 zones humides ont été créées,
- la mise en place d'une surverse en aval du plan d'eau actuel permettant de minimiser le gradient hydraulique entre l'Huisne et le plan d'eau en période de crue de la rivière.
- la bonne insertion paysagère de la carrière due notamment par l'existence de haies arbustives.

## **4. Avis du Parc Naturel Régional du Perche du 3 juin 2013 concernant la remise en état**

*« Le bureau syndical décide, à l'unanimité de donner un avis favorable sur la demande de modification des conditions de remise en état de la carrière de la Borde à Margon. »*

## **5. Analyse de l'inspection des installations classées**

### **5.1 Modification des conditions de remise en état**

Cette modification concerne principalement la largeur au point de connexion entre le plan d'eau existant et celui en cours de formation. Elle est motivée par le souhait des acteurs locaux de transformer la zone en cours d'extraction en un plan d'eau écologique plutôt qu'en base de loisir comme prévu par l'arrêté d'autorisation.

Au vu des dispositions prévues par l'exploitant, des avis des maires des communes concernées, du propriétaire terrien et du PNR du Perche, l'Inspection des Installations Classées n'a pas d'observation à formuler sur cette modification et juge que celle-ci n'est pas substantielle.

## 5.2 Prolongation de la durée d'exploitation

La demande est faite en application de l'article R. 512-33 du code de l'environnement.

Cette demande est motivée par un rythme d'extraction inférieur lors des dernières années et par une sous estimation de la hauteur du gisement dans le dossier de demande d'autorisation. Ainsi, l'exploitant souhaite pouvoir finaliser l'extraction du gisement encore disponible dans la limite de ce qu'il lui ait autorisé actuellement.

La durée de prolongation sollicitée (3 ans) peut être estimée courte au vu de la première autorisation délivrée pour ce site (arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 1988).

Par ailleurs, la carrière est située en lit majeur de l'Huisne. Ainsi, le site est soumis à la réduction des extractions en lit majeur prévu par le SDAGE Loire-Bretagne. En Eure et Loir, l'IGAB [correspondant à l'indice granulats autorisable de référence (somme des tonnages annuels maximum autorisés au 1er janvier 2005) diminué de 4 % par an] s'établit selon le tableau suivant entre le 01/01/2013 et le 01/01/2018 :

IGAB (en tonnes) en Eure et Loir	
Au 1er janvier 2013	258400
Au 1er janvier 2014	243200
Au 1er janvier 2015	228000
Au 1er janvier 2016	212800
Au 1er janvier 2017	197600
Au 1er janvier 2018	182400

À la suite à la cessation d'activité de la carrière exploitée par la société STAR sur la commune d'Alluyes (PV de récolement de la cessation du 2 septembre 2013), la seule carrière autorisée en lit majeur pour le bassin Loire-Bretagne dans le département est celle de Margon. Ainsi, avec un tonnage maximum autorisé de 150 000 tonnes, la prolongation de l'exploitation de cette carrière jusqu'au 17 juin 2018 ne remet pas en cause le respect de l'IGAB.

Selon la circulaire du 14 mai 2012 sur l'appréciation des modifications substantielles au titre de l'article R. 512-33 du code de l'environnement, la demande de prolongation de la durée d'exploitation peut être jugée comme n'étant pas substantielle.

## 6. Conclusion - Proposition

Au vu du dossier et des dispositions envisagées par l'exploitant, l'inspection des installations classées estime que les modifications envisagées ne sont pas substantielles. Les articles 3 (durée de l'autorisation), 6.2.5 (remise en état du site), et 7 (garanties financières) ainsi que les annexes dénommées « Fin des exploitations » et « remise en état » de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2001 doivent être modifiés.

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-31 du code de l'environnement et considérant les éléments fournis par le demandeur, le rapporteur propose aux membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites – Formation Carrières - de réserver une suite favorable aux demandes de la SAS STAR, conformément au projet d'arrêté préfectoral ci-joint.